

BULLETIN D'INFORMATION

MIGRANTS COINCÉS DANS LA ZONE TAMPON DE CHYPRE DANS DES CONDITIONS CATASTROPHIQUES

Le nombre de migrants était d'environ trente en juin et est maintenant de 59, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui leur fournit leurs besoins fondamentaux.

Le camp est situé dans la ville divisée de Nicosie, près de l'un des points de passage entre la partie sud de l'île, contrôlée par la République de Chypre - le seul État internationalement reconnu et membre de l'Union européenne - et la partie nord où a été déclarée la « République turque de Chypre du Nord », reconnue uniquement par la Turquie.

La zone tampon, également connue sous le nom de « Ligne verte », divise l'île du nord-ouest au sud-est, traversant Nicosie, la dernière capitale divisée au monde.

Bien que l'ensemble de l'île de Chypre soit officiellement au sein de l'Union européenne, les lois européennes ne s'appliquent pas à la partie nord de l'île.

Le gouvernement chypriote a renforcé les mesures de sécurité le long de la zone tampon, accusant la Turquie de fermer les yeux sur l'arrivée de migrants illégaux à travers la « République turque de Chypre du Nord ».

Chypre affirme que les demandeurs d'asile représentent plus de 5 % de la population de la République de Chypre, qui compte 915 000 personnes, le pourcentage le plus élevé en Europe.



MALGRÉ LES RISQUES, LES MIGRANTS REJETENT LES EFFORTS DE SAUVETAGE POUR ATTEINDRE LA GRANDE-BRETAGNE

Un migrant est décédé dimanche alors qu'il tentait, avec des dizaines d'autres, de traverser la Manche de la France à la Grande-Bretagne à bord d'une petite embarcation. Les autorités françaises ont rapporté que les migrants à bord de l'embarcation surpeuplée avaient refusé les efforts de sauvetage et insistaient pour poursuivre leur voyage périlleux.

Il s'agit du septième décès de migrant dans la Manche depuis le 12 juillet. L'administration française responsable de la Manche et de la mer du Nord, "Premar", a révélé un "nouveau phénomène" où les migrants meurent en raison de la surpopulation et des écrasements sur les embarcations plutôt que par noyade.

Premar a indiqué dans un communiqué que 75 personnes se trouvaient à bord de la petite embarcation repérée pour la première fois au large de la côte de Calais dans les premières heures de dimanche. Ils ont ajouté que les sauveteurs avaient réussi à récupérer 35 migrants, dont une personne qui semblait être "décédée" et a été héliportée vers un hôpital à Boulogne-sur-Mer où elle a été déclarée morte.

D'autres à bord ont refusé le sauvetage et le retour en France, préférant continuer leur voyage. Les circonstances dans lesquelles l'embarcation est arrivée en Grande-Bretagne ne sont pas immédiatement claires.

L'administration française a expliqué que "compte tenu des risques de tomber à la mer ou des blessures que les personnes pourraient subir en cas d'intervention forcée, il a été décidé de les laisser poursuivre leur voyage."

GOVERNEMENT AUSTRALIEN : REMPLACEMENT DES MINISTRES DE L'INTÉRIEUR ET DE L'IMMIGRATION AU MILIEU DE LA CONTROVERSE SUR LA LIBÉRATION DES IMMIGRÉS



Le Département de l'Intérieur australien a été sous pression depuis qu'il a été contraint de libérer plus de cent migrants qui étaient en détention, dont beaucoup étaient condamnés pour des agressions, des enlèvements et d'autres crimes, suite à un jugement historique de la cour.

Dans un effort pour mettre fin à la crise politique, Albanese a retiré les portefeuilles de l'Intérieur et de l'Immigration aux ministres Clare O'Neil et Andrew Giles, respectivement, et les a affectés à d'autres postes. Les deux portefeuilles ont été confiés au vétéran politique Tony Burke.

Plusieurs des détenus ont été accusés d'avoir commis de nouveaux crimes après leur libération, ternissant la réputation du gouvernement de centre-gauche du Parti travailliste. Les autorités ont imposé des dispositifs de surveillance électronique, permettant de suivre leurs emplacements en tout temps, ainsi que d'autres restrictions telles que des couvre-feux.

Selon les anciennes réglementations, l'Australie pouvait détenir les migrants indéfiniment si elle refusait de leur accorder un visa, mais ne pouvait pas les renvoyer légalement ailleurs, par exemple s'ils risquaient la peine de mort dans leur pays d'origine. Sans destination de repli et sans espoir de libération, beaucoup sont restés dans les centres de détention australiens pendant des années.

Plus de deux mille migrants arrêtés à Benghazi en un mois



L'Autorité de lutte contre l'immigration illégale de Grande-Benghazi a annoncé aujourd'hui, mardi, l'arrestation de 2 017 migrants irréguliers au cours du mois écoulé.

Selon la branche, parmi les migrants se trouvaient 145 personnes infectées par les hépatites C et B, ainsi que cinq autres infectées par le VIH, comme l'indique un post sur leur page Facebook.

Le communiqué a précisé que les procédures nécessaires sont en cours pour la déportation des migrants vers leurs pays d'origine et pour la régularisation du statut d'autres personnes conformément aux procédures légales en vigueur dans le pays.



TRIPOLI CHERCHE À SE PRÉSENTER COMME UN CENTRE DE GESTION DES MIGRATIONS, MAIS LES VIOLATIONS DES DROITS DES MIGRANTS N'ONT PAS CESSÉ

Tripoli cherche à se promouvoir comme un acteur central dans la gestion des migrations en Méditerranée, malgré les critiques visant les efforts de la Libye pour résoudre les problèmes fondamentaux et améliorer le traitement des migrants, au milieu des préoccupations concernant les violations des droits humains à leur rencontre. Comment la Libye essaie-t-elle d'atteindre ce statut ?

Dans un effort pour se positionner comme un acteur central dans la gestion des migrations en Méditerranée, la Libye organise une série de réunions internationales de haut niveau pour mettre en avant ses capacités opérationnelles, selon La Croix International.

Le 25 juillet, des vidéos ont été diffusées montrant environ 750 migrants en provenance du Niger et d'Égypte dans un centre de déportation à Tripoli avant d'être renvoyés dans leurs pays d'origine. La Libye rapatrie régulièrement les migrants trouvés sans documents. L'organisation de défense des droits humains Alarme Phone Sahara a rapporté que plus de 400 migrants nigériens ont été expulsés de Libye vers le Niger la semaine dernière, avec 1 000 autres prévus pour être déportés.

Quelques jours plus tôt, la capitale libyenne, Tripoli, avait accueilli le Forum méditerranéen sur les migrations, qui a rassemblé 28 délégations de pays africains et européens, y compris des personnalités de premier plan telles que la Première ministre italienne Giorgia Meloni et le président tchadien Mahamat Idriss Déby.



EFFORTS DE NORMALISATION ENTRE DAMAS ET ANKARA EN PLEINE VIOLENCE CONTRE LES RÉFUGIÉS SYRIENS

Les violences et les émeutes contre les réfugiés syriens en Turquie, suivies de manifestations anti-Turquie en Syrie, ont-elles un impact sur les efforts de rapprochement diplomatique entre la Turquie et la Syrie ? Et quel rôle joue la Russie dans cette situation ?

Des violences ont éclaté dans la zone frontalière syro-turque, où sept personnes ont été tuées dans le nord de la Syrie, dont six dans la région d'Afrin, lors de manifestations anti-Turquie dans le nord-ouest de la Syrie. Les manifestants dans la zone contrôlée par la Turquie ont déclaré qu'ils agissaient en solidarité avec leurs compatriotes syriens en Turquie.

Ils faisaient référence aux événements dans la ville de Kayseri, en Anatolie centrale, où une foule avait précédemment incendié et détruit des magasins et des voitures appartenant à des réfugiés syriens. La foule en colère a scandé "Nous ne voulons plus de Syriens."

La colère était également dirigée contre la politique du président turc Recep Tayyip Erdoğan en Syrie. Les manifestants ont scandé "Reculer, Erdoğan", indiquant qu'ils ne voulaient plus accepter la politique d'ouverture de longue date d'Erdoğan envers les réfugiés syriens.

Environ 3,5 millions de Syriens vivent en Turquie. Erdoğan lui-même a critiqué les émeutes à Kayseri, les qualifiant d' "inacceptables". Selon les médias, environ 470 personnes ont été arrêtées sur place.

Ces incidents compliquent le potentiel rapprochement diplomatique entre la Turquie et la Syrie. La Russie, alliée du gouvernement syrien, joue un rôle important dans la médiation et la facilitation des négociations entre les deux pays. L'implication de la Russie est cruciale alors qu'elle cherche à stabiliser la région et à soutenir son allié, la Syrie, tout en maintenant sa relation stratégique avec la Turquie. La violence récente souligne la fragilité de la situation et les défis auxquels seront confrontés les efforts diplomatiques dans un avenir proche.



LES MIGRANTS REPRÉSENTERONT UN TIERS DE LA POPULATION LIBYENNE



Les rapports des organisations concernées par l'immigration illégale indiquent que la Libye se classe au premier rang des pays d'où partent les migrants vers l'Italie depuis le début de l'année. La BBC a cité le ministre d'État libyen chargé des Affaires de communication, Walid Al-Lafi, affirmant que "les chiffres officiels et non officiels indiquent que le nombre de migrants atteignant l'Europe via la Libye représente plus de 40 % du total des migrations à travers la Méditerranée."

Le Premier ministre Giorgia Meloni et le ministre de l'Intérieur Matteo Piantedosi sont vus sur une photo lors du Forum méditerranéen sur les migrations à Tripoli, en Libye, le 17 juillet 2024.

Le ministre de l'Intérieur du Gouvernement d'unité nationale libyen, Emad Trabelsi, a estimé que le nombre de migrants actuellement en Libye est d'environ 2,5 millions, avec une prévision de hausse à 3 millions, ce qui représenterait près d'un tiers de la population libyenne.

Trabelsi a noté qu'environ 90 000 à 120 000 migrants entrent en Libye par le désert chaque mois, expliquant que son pays a dépensé environ 330 millions de dollars pour lutter contre l'immigration en 2023.

Le coût de l'immigration illégale dépasse les capacités de la Tunisie

Les analystes politiques ont averti concernant l'afflux continu de migrants illégaux en provenance d'Afrique et d'Afrique subsaharienne vers l'Europe par les terres et les côtes tunisiennes, ainsi que les répercussions de ce flux sur les conditions de sécurité, économiques et sociales dans un pays déjà confronté à des difficultés économiques.

L'analyste politique tunisien Mondher Thabet estime que l'immigration illégale n'est pas exclusive à la Tunisie, mais concerne de nombreux pays liés à la crise, en particulier en raison des vagues venant des pays africains et d'Afrique subsaharienne, notamment du Tchad et du Mali, se dirigeant vers l'Europe via la Tunisie.

Thabet a expliqué à "Al-Ittihad" que certains pays africains connaissent des conditions de sécurité instables, et la propagation des groupes terroristes menace de nombreux pays du Sahel et d'Afrique plus profonde, en plus des crises de développement et des tensions sectaires. Tout cela a conduit à une augmentation des flux à travers la Tunisie vers l'Espagne et l'Italie.

Il a souligné que la Tunisie n'est pas en mesure de contrôler ces vagues successives de migrants illégaux ni de supporter leurs coûts élevés.

La Tunisie est devenue l'un des principaux points de départ pour les migrants risquant de traverser la mer Méditerranée pour atteindre l'Europe. Selon le ministère tunisien de l'Intérieur, il y a actuellement environ 23 000 migrants illégaux dans le pays.

Thabet a insisté sur le fait que le programme de retour volontaire des migrants vers leurs pays d'origine nécessite des incitations, des conditions et des garanties à leur offrir, ce qui ne peut être réalisé que dans le cadre d'accords multilatéraux et sous la supervision et la contribution des Nations Unies.



ALGÉRIE : DÉJOUEMENT D'UNE TENTATIVE D'IMMIGRATION ILLÉGALE ET ARRESTATION DE 21 PERSONNES

Les autorités algériennes ont annoncé aujourd'hui le démantèlement de deux réseaux criminels spécialisés dans l'organisation de voyages migratoires irréguliers, avec l'arrestation de 21 personnes lors de deux tentatives distinctes.

Un communiqué de la sécurité a précisé que la police judiciaire et la garde côtière de la province de Tipaza ont réussi à mettre fin aux activités de ces deux réseaux criminels organisant des voyages de migration maritime illégale, arrêtant 21 personnes sur la plage de Bou Ismail, dans la province de Tipaza, au nord-ouest de l'Algérie. Le communiqué a indiqué que la première opération avait abouti à l'arrestation de 15 suspects, dont trois impliqués dans l'organisation de l'opération de migration irrégulière, ainsi qu'à la saisie d'équipements utilisés pour la navigation clandestine et d'une somme de 1 730 euros en devises étrangères. La deuxième opération a conduit à l'arrestation de six personnes qui se préparaient à participer à une opération de navigation clandestine vers l'Europe, avec la saisie d'un bateau pneumatique équipé d'un moteur marin.



****AUSTRALIE : REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN RAISON DE LA "CRISE MIGRATOIRE**

Le Premier ministre australien Anthony Albanese a modifié les postes de Ministre de l'Intérieur et de l'Immigration dimanche, après la libération de plus de 100 migrants, dont certains étaient précédemment condamnés pour des crimes d'agression et de violence.

Selon Channel News Asia, Albanese a nommé le vétéran de la politique Tony Burke à ces postes, remplaçant Clare O'Neil et Andrew Giles, qui ont été affectés à d'autres rôles. Ce changement est survenu après un jugement de la Haute Cour qui a annulé la politique du gouvernement de détention des migrants dont les visas avaient été refusés, ordonnant la libération de plusieurs dizaines d'entre eux.

La politique du gouvernement, en place depuis 1992, stipulait la détention indéfinie des migrants si l'Australie leur refusait un visa et ne pouvait pas les expulser en raison de raisons impérieuses, telles que la peine de mort dans leur pays d'origine. Cependant, la Haute Cour a jugé cette politique partisane "illégal" en novembre dernier, l'a annulée et a contraint le gouvernement à libérer les migrants, y compris ceux condamnés pour agression, enlèvement et meurtre.



LIBYA DEPORTS 369 ILLEGAL IMMIGRANTS FROM NIGERIA AND MALI



Un responsable libyen de la lutte contre l'immigration illégale a annoncé le retour de 369 migrants irréguliers du Nigéria et du Mali dans leurs pays d'origine, dont plus de 100 femmes et enfants.

La télévision libyenne Al-Wasat a rapporté que le processus de rapatriement a commencé avec deux vols : le premier transportant 204 Nigériens et le second 165 Maliens.

Le réseau a confirmé que les arrestations des migrants se font suite à des plaintes déposées auprès de l'autorité anti-immigration illégale par les municipalités où se trouvent les migrants

Allemagne : Frustration et insatisfaction des immigrants face à la bureaucratie de la naturalisation

Les migrants ont exprimé leur frustration et leur déception face au processus lent d'obtention de la citoyenneté allemande, malgré les réformes récentes et les procédures de naturalisation assouplies. Dans une interview accordée à DW, plusieurs d'entre eux ont déclaré que la situation se détériorait avec l'augmentation du nombre de demandes.

Dès son arrivée en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la ressortissante russe Maria Zadniproianys est tombée amoureuse de l'Allemagne, où elle est venue il y a une décennie pour étudier. Elle a été impressionnée par la liberté, la disponibilité des services publics et les opportunités d'emploi.

Cependant, elle se sent maintenant comme une "citoyenne de seconde classe" après une bataille de quatre ans avec la bureaucratie dans la capitale, Berlin. Dans une interview avec DW, elle a déclaré : "Je suis venue en Allemagne avec une idée naïve de vivre ici. Je pensais que c'était un endroit juste où tout le monde était traité de manière égale, mais l'expérience s'est avérée différente."

Au cours de ses premières années en Allemagne, Maria a fait tout son possible pour s'intégrer, en commençant par apprendre l'allemand et trouver un emploi bien rémunéré pour s'installer à Berlin. Cependant, 2020 a marqué un tournant lorsqu'elle a soumis tous les documents nécessaires pour la citoyenneté dans le district de Pankow à Berlin.

Pendant des années, elle n'a reçu aucune réponse concernant sa demande, et ses tentatives pour savoir la raison sont restées infructueuses. En conséquence, Maria a décidé de consulter un avocat qui lui a suggéré de poursuivre les autorités de Pankow, mais elle a décliné. À l'automne 2022, elle a envoyé des fax aux organismes officiels espérant "faire monter mon dossier", comme elle l'a décrit.

Peu après, on l'a informée qu'elle devait fournir des documents supplémentaires, mais, comme dans les cas précédents, elle n'a reçu aucune réponse même après avoir soumis les nouveaux documents.

